

Les Archives de l'histoire rurale - un bref portrait

Table des matières

| | |
|--|---|
| Les Archives de l'histoire rurale - un bref portrait..... | 1 |
| 0. Résumé | 1 |
| 1. Introduction | 2 |
| 2. Fondation, financement et statut juridique..... | 2 |
| 3. Champs d'activité..... | 3 |
| 3.1. Archivage | 3 |
| 3.2. Recherche..... | 4 |
| 3.3. Documentation..... | 8 |
| 3.4. Activité d'intermédiaire..... | 8 |
| 4. Besoin de réorganisation et perspectives de développement | 9 |

0. Résumé

Les Archives de l'histoire rurale (AHR) sont un institut indépendant exerçant une activité d'archivage, de recherche scientifique et de transmission du savoir dans l'espace européen. Il a été fondé en 2002 en tant que premières archives *virtuelles* de Suisse et s'est développé depuis lors en un centre de l'historiographie de la société rurale; il occupe actuellement sept personnes. Les secteurs d'activité comprennent la recherche, l'archivage, la documentation.

Jusqu'à ce jour, les AHR ont mis en valeur 190 fonds d'archives d'une portée de plus de 1'700 mètres courants et les ont rendus accessibles à la recherche. Ces fonds sont conservés par les Archives fédérales et les archives cantonales, ainsi que par des archives spéciales et les créateurs de documents. En outre, à des fins de garantie de la transmission et pour des raisons pratiques liées à la recherche, des fonds d'archives sont également conservés provisoirement aux AHR. Les clés de recherche (répertoires des archives) des fonds mis en valeur par les AHR sont accessibles au public sur le portail en ligne "Sources de l'histoire rurale", ainsi que sur le site "Archives Portal Europe".

La recherche effectuée aux AHR est fondée sur de très abondantes sources, et sur la théorie. Les AHR publient leurs résultats de recherche en allemand, français et anglais et organisent (généralement avec le concours de partenaires) des conférences dans le pays et à l'étranger, tout en représentant la Suisse dans de nombreux organes au plan européen. En reconnaissance de "leur orientation internationale et de leur unicité" en tant que centre de la recherche historique rurale, les AHR et leur directeur se sont vus décerner en 2014, par la Société allemande d'histoire rurale, le prix "AgrarKulturerbe".

Jusqu'à présent, les AHR ont financé leurs activités par des contributions que lui ont fournies les créateurs de documents pour la mise en valeur de leurs archives, par des fonds de recherches liés à des projets du Fonds national suisse de la recherche scientifique et d'autres instituts de recherche, ainsi que par des contributions de l'Association de soutien des Archives de l'histoire rurale et de la Fondation Sur-la-Croix. Parce que cette fondation avait limité dès le départ sa contribution annuelle de base à la période de mise sur pied de l'institution, les AHR ont maintenant besoin, pour poursuivre avec succès leurs activités dans l'intérêt de la collectivité, d'un soutien de base de la part de la Confédération et des cantons.

1. Introduction

Comme presque partout en Europe occidentale, certains historiens ont commencé en Suisse aussi à se pencher de plus en plus, durant les années nonante, sur le secteur agricole, la population paysanne et la société rurale dans la société industrielle des 19e et 20e siècles. Ce faisant, ils purent se faire une idée des sources exceptionnellement riches encore à disposition auprès des autorités, associations, entreprises et particuliers, mais qui n'avaient pas encore été mises en valeur, ni archivées. Parce qu'aucune institution d'archives existante n'avait les capacités et l'intérêt de sécuriser, mettre en valeur et à disposition de la recherche ces sources déterminantes bien au-delà du secteur rural et des frontières de notre pays, les historiens ont fait de cette nécessité une vertu et créé avec les Archives de l'histoire rurale (AHR) une institution autonome. Pour un meilleur ancrage de la "nouvelle" histoire rurale en Suisse, toujours davantage conçue à l'échelon européen comme une histoire de la société, les initiants décidèrent de se consacrer aussi à l'avenir, en sus de la sécurisation et de la mise en valeur des archives, à la recherche historique.

2. Fondation, financement et statut juridique

Les AHR furent fondées en automne 2002.¹ Elles furent conçues comme des archives *virtuelles*, autrement dit comme un *go-between* entre les archives existantes et les créateurs de documents, ainsi qu'en tant que point-relai qui devrait mettre recherche et archivage en rapport fonctionnel et pratiquerait lui-même les deux disciplines en une relation osmotique. Avec une telle intention, les AHR se mettaient d'une certaine manière en opposition avec les archives classiques qui, au tournant du millénaire, étaient déjà en train, avec le "shift away from history", d'abandonner le statut d'instituts d'historiographie pour devenir des centres de "gestion de l'information ou de la connaissance". Les AHR ont été organisées sous forme d'un projet, établi dans les locaux de la Haute école suisse d'agronomie à Zollikofen. Le financement était assuré par des contributions versées par les créateurs de documents pour la mise en valeur de leurs fonds d'archives, via des fonds de recherche axés sur des projets qui ont été attribués aux AHR, ainsi que par une contribution annuelle de base de la Fondation Sur-la-Croix. Au début 2005, le projet a été transmis à "l'Association des Archives de l'histoire rurale". Le secrétariat

¹ Pour l'histoire des AHR cf. Isabelle Koellreuter, Das Archiv für Agrargeschichte, in: Traverse. Zeitschrift für Geschichte 2, 2011, S. 7-13; Peter Moser, Von der Idee über das Experiment zur Institution. Das Archiv für Agrargeschichte als Zentrum der Quellenerschliessung und Geschichtsschreibung zur ländlichen Gesellschaft im 19./20. Jahrhundert, in: Beat Brodbeck/Martina Ineichen/Thomas Schibli (Hg.), Geschichte im virtuellen Archiv, Das Archiv für Agrargeschichte als Zentrum der Geschichtsschreibung zur ländlichen Gesellschaft, Baden 2012, S. 9-20.

déménageait en 2008 de Zollikofen à Berne, à la Villemattstrasse 9, et forme depuis 2010 une communauté de bureaux partagés par le secrétariat général de la Société suisse d'histoire (SSH) et la société AfA Archives Sàrl.²

3. Champs d'activité

3.1. Archivage

Les AHR remettent les fonds d'archives qu'elles ont établis et mis en valeur aux Archives fédérales suisses, aux archives cantonales ainsi qu'à des archives spéciales telles que les Archives sociales suisses à Zurich, les Archives sur l'histoire du mouvement féminin suisse ou les Archives économiques à Bâle, pour une conservation sur la durée. A cela s'ajoutent les fonds d'archives que les créateurs de documents conservent eux-mêmes après la mise en valeur effectuée par les AHR, ainsi que des fonds qui pour des raisons de sécurité de la transmission et de la pratique en matière de recherche, sont conservés provisoirement aux AHR et y sont accessibles à la recherche. Durant les douze premières années de leurs activités, les AHR ont mis en valeur 190 fonds d'archives d'une portée de plus de 1'700 mètres linéaires de documents. Une part essentielle de ces archives serait irrévocablement perdue sans les activités des AHR. Les clés de recherche (répertoires des archives) des fonds mis en valeur par les AHR sont accessibles au public depuis 2005 sur le portail en ligne "Sources de l'histoire rurale". Ainsi les AHR ont été l'une des premières archives à publier les clés de recherche des fonds qu'elles ont mis en valeur. Aujourd'hui, les collaborateurs des AHR siègent dans des groupes de travail de l'Association des archivistes suisses, et le directeur des AHR enseigne et suit des travaux de diplôme pour le "Master of advanced studies in archival, library and information science", master exécuté par les universités de Berne et de Lausanne.

Afin de poursuivre le développement et de donner un nouveau positionnement au concept des archives *virtuelles*, les AHR ont procédé en 2014 à une adaptation de toutes les clés de recherches et données de description aux normes et standards internationaux³. Les AHR sont

² Die AfA Archiv GmbH ist ein vom AfA ausgelagerter, aber in Personalunion geführter Betrieb, der im nicht-agrarischen Bereich Archivdienstleistungen erbringt. Er dient dem AfA zur Schaffung von Synergien im Bereich der Wissensbildung und Weiterbildung des Archivpersonals.

³ Die neuen AfA-Findmittel entsprechen ISAD(G), dem International Standard Archival Description (General) zur Verzeichnung von Archivalien sowie EAD (Encoded Archival Description), einem XML-Standard zur Beschreibung der Findmittel.

⁴ Weil in den letzten Jahren auch die meisten staatlichen Archive ihre Findmittel online zugänglich gemacht haben, sind Anpassungen der AfA-Findmittel an die vielfältige, neue Archivpraxis notwendig geworden. Das neu gestaltete Online-Portal „Quellen zur Agrargeschichte“ ist seit dem 1.1.2015 zugänglich.

⁵ Cf. Peter Moser, Eine „Sache des ganzen Volkes“? Überlegungen zum Prozess der Vergesellschaftung der bäuerlichen Landwirtschaft in der Industriegesellschaft, in: *Traverse. Zeitschrift für Geschichte* 1, 2000, S. 64-79.

de la sorte en mesure de tenir compte des très grands changements intervenus en Suisse aussi durant la dernière décennie dans la pratique des archives, comme on peut le constater en consultant le nouveau portail d'archives "Sources de l'histoire rurale" (cf. <http://www.sources-historerurale.ch/afa>).⁴ En même temps, les AHR rendent accessibles les clés de recherche des fonds conservés chez elles ou chez les créateurs de documents via "Archives Portal Europe" - et elles sont les premières archives suisses à le faire hormis les Archives fédérales (cf. <https://www.archivesportaleurope.net>).

3.2.Recherche

Le modèle d'interprétation - développé par l'historiographie à la fin des années nonante - de la "Vergesellschaftung der Landwirtschaft" dans la société industrielle⁵ a fait l'objet d'un nouveau développement approfondi et théorique au cours de l'activité de recherche menée par les AHR sur la base de sources nouvellement mises en valeur dans le pays ainsi qu'à l'étranger.⁶ Si l'historiographie suisse admettait jusqu'au début des années nonante que les paysans avaient largement réussi, dans le sillage du romantisme agricole développé à la fin du 19e siècle, à transmettre leurs normes et valeurs à la société industrielle, et à faire ainsi triompher leurs intérêts matériels au moyen d'une politique qui leur était favorable en matière de droits de douane et de subventions, la nouvelle approche fondée sur l'évaluation de nombreuses sources reposait sur une nouvelle compréhension, à savoir que la politique agricole menée par la Confédération depuis la deuxième partie du 19e siècle était d'abord le fruit de l'optique et des intérêts de la société industrielle, et avait pour effet bien moins une ruralisation de la société qu'une "Vergesellschaftung der Landwirtschaft".⁷ Selon ce mode de lecture, l'agriculture - durant la période de la Première guerre mondiale jusque dans les années 1980 - était mise au service de la sécurité alimentaire de la population suisse, et la politique agricole était avant tout une « Gesellschaftspolitik » qui, depuis la deuxième moitié du 19e siècle, fournissait une contribution essentielle à la forme du processus fondamental de transformation consistant à

⁶ Cf. p. ex. *ibid.*, Kein Sonderfall. Entwicklung und Potenzial der Agrargeschichtsschreibung in der Schweiz im 20. Jahrhundert, in: Ernst Bruckmüller/Ernst Langthaler/Josef Redl (Hg.), *Agrargeschichte schreiben. Traditionen und Innovationen im internationalen Vergleich* (Jahrbuch für Geschichte des ländlichen Raumes 2004), Innsbruck u.a. 2004, S. 132-153; *ibid.*, Neue Perspektiven und Institutionen zur Analyse eines alten Gegenstands. Die Landwirtschaft in der wirtschaftshistorischen Geschichtsschreibung, in: *Traverse. Zeitschrift für Geschichte* 1, 2010, S. 60-74.

⁷ Cf. Werner Baumann/Peter Moser, *Bauern im Industriestaat. Agrarpolitische Konzeptionen und bäuerliche Bewegungen in der Schweiz 1918-1968*, Zürich 1999, S. 18f.

passer de la société rurale à la société industrielle. Ce qui fut significatif dans le processus complexe de la modernisation agricole au 19/20e siècle n'était donc pas le surhaussement temporaire des paysans au plan idéologique, mais au contraire la « Vergesellschaftung der Bauern » au plan réel, puisqu'au cours de ce processus, les paysans sont devenus une petite minorité même dans les villages, et la production de denrées alimentaires a passé du statut d'une "entreprise individuelle à celui d'un service social" (Josef Mooser) - ou d'un service public.⁸ Sur cette toile de fond, on comprend pourquoi des organisations agricoles s'entendent de plus en plus au 20e siècle comme des associations "à position et affectation officielles",⁹ donc très largement en tant que représentants de la "ferme nationale suisse" et des exploitations de leurs membres.¹⁰

Le développement de cette perspective d'une *intégration* du secteur agricole par son *assujettissement* aux besoins de la société industrielle¹¹ a trouvé largement son fondement dans l'extension de l'histoire de l'alimentation¹² (thématisée longtemps et presque exclusivement sous l'angle de la consommation dans l'historiographie) aux domaines de la production et de la transformation des denrées alimentaires. Cette deuxième priorité adoptée par les AHR dans

⁸ Peter Moser, Die Agrarproduktion: Ernährungssicherung als Service public, in: Patrick Halbeisen/Margrit Müller/Béatrice Veyrassat (Hg.), Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert, Basel 2012, S. 568-630.

⁹ Peter Moser, Züchten, säen, ernten. Agrarpolitik, Pflanzenzucht und Saatgutwesen in der Schweiz 1860-2002, Baden 2003, S. 117.

¹⁰ Pour les domaines du lait et des céréales cf. Peter Moser/Beat Brodbeck, Milch für alle. Bilder, Dokumente und Analysen zur Milchwirtschaft und Milchpolitik in der Schweiz im 20. Jahrhundert, Baden 2007; sowie Moser, Züchten, säen, ernten.

¹¹ Cf. Peter Moser/Tony Varley (Hg.), Integration through Subordination. The Politics of Agricultural Modernisation in Industrial Europe (Rural History in Europe, Bd. 8), Brepols/Turnhout 2013.

¹² Pour l'état de la recherche au domaine de l'alimentation à la fin des années 90 cf. Jakob Tanner, Fabrikmahlzeit. Ernährungswissenschaft, Industriearbeit und Volksernährung in der Schweiz 1890-1950, Zürich 1999.

¹³ Cf. Juri Auderset/Peter Moser, Krisenerfahrungen, Lernprozesse und Bewältigungsstrategien. Die Ernährungskrise von 1917/18 als agrarpolitischer „Lehrmeister“, in: Thomas David u.a. (Hg.), Jahrbuch der Schweizerischen Gesellschaft für Wirtschaftsgeschichte, Zürich 2012, S. 133-150; Martin Stuber u.a. (Hg.), Kartoffel, Klee und kluge Köpfe. Die Oekonomische und Gemeinnützige Gesellschaft des Kantons Bern OGG (1759-2009), Bern/Stuttgart/Wien 2009; Peter Moser, Mehr als eine Übergangszeit. Die Neuordnung der Ernährungsfrage im Ersten Weltkrieg, in: Roman Rossfeld/Thomas Buomberger/Patrick Kury (Hg.), 14/18. Die Schweiz und der Grosse Krieg, Baden 2014, S. 172-199; *ibid.*, Landwirtschaft – im Sog des Konsums, in: Der Kanton Luzern im 20. Jahrhundert, Bd. 1, Zürich 2013, S. 347-368; *ibid.*, Ein Dienstleister als Produzent. Der Verband Schweizerischer Konsumvereine und die Schweizerische Genossenschaft für Gemüsebau als Teil des Ernährungsprojekts im 20. Jahrhundert, in: Hans-Jörg Gilomen/Margrit Müller/Laurent Tissot (Hg.), Dienstleistungen. Expansion und Transformation des „dritten Sektors“ (15.-20. Jahrhundert), Zürich 2007, S. 63-79; *ibid.*, Am Konsum orientiert, über die Produktion thematisiert. Schweizer Agrarpolitik als Ernährungspolitik 1914/18-1960, in: Ernst Langthaler/Josef Redl (Hg.), Reguliertes Land. Agrarpolitik in Deutschland, Österreich und der Schweiz 1930-1960, Wien 2005, S. 192-204.

¹⁴ Cf. Peter Moser, Zugriff auf die Lithosphäre. Gestaltungspotenziale unterschiedlicher Energiegrundlagen in der agrarisch-industriellen Wissensgesellschaft, in: Traverse. Zeitschrift für Geschichte 3, 2013, S. 93-113.

leurs activités de recherche a, avec la thématization des nombreux champs d'activité des associations, institutions et acteurs individuels dans le secteur de l'agriculture et de l'alimentation, non seulement élargi de manière significative les connaissances sur les acteurs et institutions impliqués dans la chaîne alimentaire,¹³ mais également mis en lumière les différences – au niveau des ressources naturelle - entre l'industrie et l'agriculture et leurs effets sur le comportement des acteurs et la création d'institutions dans l'industrie et l'agriculture.¹⁴ Pour approfondir les gains de connaissances sur les interactions complexes entre l'industrie et l'agriculture, une troisième priorité de recherche a permis d'accentuer l'approche de l'histoire rurale sous l'angle de l'histoire du savoir. Dans le cadre d'un important projet de recherche (financé par le Fonds national suisse de recherche scientifique) portant sur la genèse de la société agro-industrielle des connaissances¹⁵ vers la fin du 19e siècle et sur la superposition d'un régime industriel-agraire des connaissances dans les années 50, il s'agit en premier lieu de mettre en évidence des acteurs, discours et pratiques participant grandement, depuis la moitié du 19e siècle, au domaine de l'économie rurale ainsi que de l'élevage des animaux et des plantes; il faut également relever l'interaction complexe, marquée par des conflits mais aussi par des coopérations, entre la société industrielle se mettant en place et l'agriculture paysanne, et changer en continu certaines formes du savoir - via la genèse, la propagation et la transformation, ou le rejet aussi. Les résultats sont publiés sous forme d'articles¹⁶ ainsi que dans

¹⁵ D'une part, le terme reprend la „Wissensgeschichte der deutschen Landwirtschaft“ de Frank Uekötter, mais d'autre part, le transcende explicitement pour montrer clairement que dans cette société de savoir ils n'existaient non seulement une partie agricole mais aussi une partie industrielle et que toutes les deux réagissent l'un sur l'autre. Cf. Juri Auderset/Beat Bächli/Peter Moser, Die agrarisch-industrielle Wissensgesellschaft im 19./20. Jahrhundert: Akteure, Diskurse, Praktiken, in: Brodbeck/Ineichen/Schibli (Hg.), Geschichte im virtuellen Archiv, S. 21-38; Frank Uekötter, Die Wahrheit ist auf dem Feld. Eine Wissensgeschichte der deutschen Landwirtschaft, Göttingen 2010.

¹⁶ Cf. Beat Bächli, Der „Muni-Krieg“. Stiersperma und Wandel der Zeit-Räume in der Viehzucht im 20. Jahrhundert, in: *Traverse. Zeitschrift für Geschichte* 2, 2014, S. 77-89; *ibid.*, Chemopolitik und Reproduktionstechnologien: Hormone, Vitamine und Tranquilizer in der Rindviehzucht (1920-1985), in: *Blätter für Technikgeschichte* 74, 2012, S. 93-113; Moser, Zugriff auf die Lithosphäre, S. 93-113; *ibid.*, Bohnen, Speck und Schnaps oder Weissbrot, Bananen und Salami? Über das Konflikt- und Kooperationspotenzial der Pidgin-Essenskultur auf Bauernhöfen in der Schweiz in den fünfziger und sechziger Jahren, in: Lars Amenda/Ernst Langthaler (Hg.), *Kulinarische „Heimat“ und „Fremde“. Migration und Ernährung im 19. und 20. Jahrhundert* (Jahrbuch für Geschichte des ländlichen Raumes 2013), Innsbruck u.a. 2014, S. 109-122.

¹⁷ Juri Auderset/Peter Moser, Die Agrarfrage in der Industriegesellschaft. Transformationen der Wissenskulturen, Machtverhältnisse und natürlichen Ressourcen in der agrarisch-industriellen Wissensgesellschaft im 19./20. Jahrhundert, Wien 2015 (in Vorbereitung)

¹⁸ Cf. dazu die Liste der Referate der AfA-Mitarbeitenden auf: www.agrararchiv.ch.

¹⁹ Cf. p. ex. Peter Moser/Tony Varley, The State and Agricultural Modernisation in the Nineteenth and Twentieth Centuries in Europe, in: Diess. (Hg.), *Integration through Subordination*, S. 13-40; *ibid.*, Corporatism, Agricultural Modernization and War in Ireland and Switzerland, 1935-1955, in: Paul Brassley/Yves Seghers/Leen van Molle (Hg.), *War, Agriculture, and Food. Rural Europe from the 1930s to the 1950s*,

la monographie paraissant en 2015 aux Editions Böhlau et intitulée „Die Agrarfrage in der Industriegesellschaft“.¹⁷

La priorité actuelle des AHR en matière de recherche est une histoire culturelle de l'alcool au 19/20e siècle. Dans ce contexte, la "question de l'alcool" apparaissant durant la deuxième moitié du 19e siècle est comprise comme partie d'une histoire de la société industrielle moderne. Sont analysés les structures, conjonctures et changements de la politique étatique en matière d'alcool, qui est inséparablement liée à la "scientifisation" et aux exigences croissantes d'interprétation au plan social et médical et qui, au tournant du siècle, a connu la superposition de mouvements de réforme sociale ainsi que de l'action d'organisations de tempérance et d'abstinence.

Hormis l'exécution d'une activité de recherche fondée sur de nombreuses sources et, simultanément, sur la théorie, les AHR ont sans cesse remis en discussion leur propre pratique en la matière ainsi que celle de la relève scientifique et de collègues spécialistes dans le pays et à l'étranger en organisant de propres conférences et participant à des conférences.¹⁸ On est toujours parti de l'idée, aux AHR, que même les structures et processus observés au plan national ne peuvent être compris que sur la base de leurs interactions transnationales. En conséquence, les travaux de comparaison du contenu et de la méthode dans le domaine de la recherche¹⁹ étaient importants, tout comme la collaboration avec des institutions comparables au niveau européen.²⁰ Ainsi le directeur des AHR, qui œuvre aussi en Suisse en tant qu'expert pour le Fonds national suisse de la recherche scientifique, a représenté notre pays de 2005 à 2009 au sein du Management committee du programme COST "Progressore" (Programm for the study of european rural societies). En 2013, il a par ailleurs exercé en qualité de professeur invité à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) à Paris.

Du fait de leur activité dans le domaine de l'archivage et de la recherche, ainsi que de leur présence au sein de la communauté de recherche des "rural historians" dans le pays et à l'étranger, les AHR sont devenues en Suisse le centre d'historiographie de la société rurale. La

Routledge/London 2012, S. 137-155; Peter Moser, Unterschiedliche Entfaltungsmöglichkeiten. Stadt und Land in Irland und der Schweiz 1800-1989, in: Franz-Werner Kersting/Clemens Zimmermann (Hg.), Stadt-Land-Beziehungen im 20. Jahrhundert, Paderborn 2015 (in Druck); *ibid.*, Partizipation ohne Integration? Das gesellschaftspolitische Engagement der Bäuerinnen Elizabeth Bobbett und Augusta Gillibert-Randin in der Schweiz und in der Republik Irland, in: Norbert Franz/Jean-Paul Lehnert (Hg.), Formen gesellschaftlicher Partizipation in Europa. Prozesse von Inklusion und Exklusion in Politik, Wirtschaft und Kultur (1750 bis 1950), Frankfurt/Main u.a. 2015 (im Druck).

²⁰ Des relations particulièrement intenses sont cultivées avec l'Institut für Geschichte des ländlichen Raums (IGLR) à St. Pölten ainsi qu'avec l'University College Galway de National University of Ireland.

²¹ Pour la conférence „Rural History 2013“ cf. : www.ruralhistory2013.org; pour la couverture de la conférence : <http://www.infoclio.ch/fr/node/130373>.

reconnaissance que connaît à l'étranger l'activité des AHR en tant qu'institut d'archivage et de recherche se révèle notamment dans le fait que l'European Rural History Organisation (EURHO) a confié l'exécution de sa première grande conférence "Rural History 2013" aux AHR et à la "Société suisse d'histoire rurale" (SSHR), initiée par les AHR. Plus de 300 scientifiques femmes et hommes en provenance d'Europe, d'Amérique, d'Asie et d'Afrique ont apporté une contribution à la "Rural History 2013".²¹ En reconnaissance de "leur orientation internationale et de leur particularité" en tant que centre de la recherche historique rurale, les AHR et leur directeur se sont vus décerner en 2014, par la Société allemande d'histoire rurale, le prix "AgrarKulturerbe".

3.3. Documentation

Le troisième domaine d'activité des AHR recouvre la documentation. Comme dans de nombreux fonds d'archives se trouve une dénommée littérature grise (brochures, périodiques, tirages spéciaux ainsi que rapports annuels et jubilaires d'autres organisations), littérature qui en règle générale ne sera ni archivée ni disponible dans des bibliothèques, les AHR mettent sur pied une documentation faite de ces pièces précitées. Cette documentation contient depuis lors des informations substantielles sur plus de 700 organisations, institutions et entreprises. En fait partie une filmographie contenant des informations relatives à des films produits en grand nombre depuis les années 20 par des milieux agricoles, et des films dont les thèmes portent sur le secteur agricole. Jusqu'à présent, 500 films au bas mot ont été identifiés, répertoriés et munis de métadonnées. Plus d'une centaine de ces films ont été sécurisés physiquement et sont à disposition de la recherche (en partie sous forme digitalisée). Cette filmographie est momentanément élargie dans le cadre d'un projet HERA, en coopération avec des partenaires du domaine des archives et de la documentation dans plusieurs pays européens. Des sélections de documents audiovisuels provenant de fonds d'archives mis en valeur par les AHR peuvent être consultées sur le portail en ligne "Documents audiovisuels de l'histoire rurale".

3.4. Activité d'intermédiaire

Mise à part la publication de résultats de recherches dans des monographies, revues scientifiques, recueils et dans les médias, les AHR informent le grand public via son portail en ligne, ainsi qu'en fournissant des renseignements et des conseils à des étudiants, journalistes et autres intéressés. Hormis les clés de recherche liées aux fonds d'archives, que le portail "Sources de l'histoire rurale" rend accessibles, les fonds AHR sont présentés via le portail "Documents

audiovisuels de l'histoire rurale" (cf. <http://www.images-histoierurale.ch/ahr>) et sur le portail "Personnes de la société rurale" avec, pour une part, des données biographiques essentielles et détaillées, ainsi que des biographies portant sur près de 2'500 personnes. 40% des entrées au bas mot sont assorties d'un portrait de la personne répertoriée. Les données biographiques sont complétées et élargies en continu sur la base des informations disponibles des nouveaux fonds d'archives mis en valeur. Grâce au logiciel mediawiki, des entrées peuvent être directement mises en lien, de sorte que des réseaux professionnels, sociaux et familiaux des acteurs en question peuvent être consultés.²²

Les AHR publient de surcroît la série "Etudes et sources de l'histoire rurale/Studien und Quellen zur Agrargeschichte", dans laquelle sont publiés des résultats de recherche, des éditions de sources et des données de description de fonds d'archives que les AHR ont mis en valeur.²³

4. Besoin de réorganisation et perspectives de développement

Dans leur forme actuelle, les AHR sont marquées par la tentative de s'adapter aux paysages – en mutation rapide - des archives et de la recherche, sans perdre de vue pour autant les objectifs fixés initialement. Pour ce faire, il ne suffisait pas de "rejeter les conventions d'autres personnes", nous avons dû parfois aussi, aux AHR, "être des critiques très sévères pour nous-mêmes".²⁴ A l'occasion de leur dixième anniversaire, les AHR se sont donc soumises, en commun avec l'Institut für Geschichte des ländlichen Raums (IGLR) à St. Pölten, qui a également été fondé en automne 2002, à une évaluation faite par une commission de composition internationale.²⁵ Les résultats du rapport d'évaluation rédigé par Gerhard Strohmeier (Vienne) ont fait l'objet d'une discussion en automne 2012 au cours d'un workshop

²² Car il s'agit d'un „work in progress“ (les entrées sont complétées et élargies), en ce moment, l'utilisation n'est possible par un accès protégé par un mot de passe. Les intéressés peuvent obtenir un mot de passe chez les AHR (info@agrarchiv.ch). Au printemps/en été 2015 le portail en ligne sera accessible sans mot de passe.

²³ Cf. Peter Moser/Marthe Gosteli (Hg.), Une paysanne entre ferme, marché et associations. Textes d' Augusta Gillabert-Randin 1918-1940, Baden 2005; Beat Brodbeck/Daniel Flückiger/Peter Moser (Hg.), Quellen zur ländlichen Gesellschaft. Ein Wegweiser zu Archiven und Quellenbeständen der Agrargeschichte im 19. und 20. Jahrhundert, Baden 2007; Brodbeck/Ineichen/Schibli (Hg.), Geschichte im virtuellen Archiv.

²⁴ Tony Judt, Das Chalet der Erinnerung, München 2012, S. 214.

²⁵ Membres de la commission d'évaluation : Prof. Jonathan Harwood (Manchester), Prof. Werner Troßbach (Cassel), Prof. Heide Inhetveen (Göttingen), Prof. Norbert Franz (Luxembourg), Prof. Markus Schermer (Innsbruck) ainsi que Dr. Rebekka Wyler (Zurich).

²⁶ Cf. Gerhard Strohmeier, Wege der Agrargeschichte. Bericht über den Workshop zur Evaluierung des Archivs für Agrargeschichte und des Instituts für Geschichte des ländlichen Raumes, in: Amenda/Langthaler (Hg.), Kulinarische „Heimat“, S. 203-208. Le rapport d'évaluation de Prof Gerhard Strohmeier peut être obtenu chez les AHR.

à l'Université d'Innsbruck.²⁶ Sur la base de cette évaluation ainsi que de propres réflexions, les problèmes et déficits ont d'abord été identifiés, puis de premières réformes ont été entreprises. Au niveau institutionnel, le plus grand déficit réside bien dans la faible présence, comme par le passé, de l'historiographie de la société rurale et du secteur agricole des 19/20e siècles dans l'enseignement et la recherche des universités et hautes écoles suisses. Parce que la "nouvelle" histoire rurale des 19e et 20e siècles en Suisse n'a été - comme auparavant - qu'un thème et une transmission marginaux dans l'enseignement universitaire, il y a danger que les étudiants s'intéressant à la société rurale, à l'alimentation et au secteur agricole au 19/20e siècle ne perdent la connexion au développement de ce domaine de recherche innovant, en forte croissance au plan international, car les résultats n'entrent pas non plus dans les présentations générales de l'histoire suisse.²⁷

Un problème fondamental affectant en premier lieu les AHR elles-mêmes réside dans le domaine du *financement*. Parce que la Fondation Sur-la-Croix avait limité son engagement à une phase initiale et que la demande de prestations non facturables au public (textes dans des revues et recueils scientifiques, participation à et organisation de conférences scientifiques, octroi de renseignements à des étudiants et médias ainsi que l'entretien des sites internet) a fortement augmenté, les AHR ont connu de sérieux problèmes de financement. Celui-ci ne peut être couvert ni par des contributions à des projets de recherche, ni par celles de l'Association de soutien des Archives de l'histoire rurale, ou encore celles que les créateurs de documents versent pour la mise en valeur de leurs archives. Après douze ans, il est devenu évident que même une institution comme les AHR ne peut fournir ses prestations sur la durée sans une contribution de base minimale des pouvoirs publics.

Afin de résoudre ces déficits, de premières réformes ont été lancées en 2014. Sur le plan juridico-institutionnel, il s'agit en premier lieu de transformer l'association responsable actuelle en une fondation, moyennant participation d'institutions cantonales et fédérales, afin que de potentiels bailleurs de fonds puissent avoir la garantie que leurs contributions seront également investies à long terme dans l'esprit et le but de la fondation. Au point de vue contenu, en complément des échanges scientifiques entretenus jusqu'ici avec des universités étrangères avant tout, les contacts avec les universités suisses seront approfondis et ancrés au plan personnel et institutionnel. C'est ainsi qu'un collaborateur scientifique des AHR enseigne par exemple à l'Université de Fribourg dans le domaine de l'histoire rurale et de l'alimentation, et il

²⁷ Cf. Ulrich Schwarz, *Ländliche Geschichte neu schreiben. Bericht über den internationalen Workshop anlässlich des zehnjährigen Erscheinens des Jahrbuchs für Geschichte des ländlichen Raumes*, Wien, 13.11.2014. Le rapport peut également être obtenu comme PDF chez l'IGLR, cf. www.ruralhistory.at.

a été conclu avec l'Institut d'histoire de l'Université de Berne un contrat de coopération qui débouchera sur une extension et une consolidation des relations et activités de recherche mutuelles. Mais il est avant tout question par-là de garantir qu'à l'avenir, des étudiants aient une meilleure vue sur les activités multiples de la communauté dynamique des "rural historians" et qu'ils puissent commencer à y prendre part eux-mêmes.

Berne, en janvier 2015